



# communiqué

N°: 201  
No.:

Le 19 novembre 1986

## INVESTISSEMENTS DE LA SOCIÉTÉ FALCONBRIDGE EN AFRIQUE DU SUD

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, a fait aujourd'hui la déclaration suivante:

"Je déplore la décision de la Falconbridge d'accroître sa participation au capital de la société sud-africaine Western Platinum Ltd. Cette décision va à l'encontre de la politique du gouvernement canadien envers l'Afrique du Sud.

À la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, tenue à Londres en août, le Canada a convenu d'interdire tout nouvel investissement en Afrique du Sud ou le réinvestissement des bénéficiaires qui y sont réalisés. Ce fait a été expressément porté à l'attention de la Falconbridge dans la lettre que j'ai adressée le 30 octobre à son président pour solliciter la collaboration de l'entreprise.

Nous pensons que les Canadiens partagent notre répugnance pour l'apartheid et qu'ils sont prêts à coopérer avec le gouvernement, comme en témoigne le succès de notre interdiction volontaire concernant, par exemple, la vente du krugerrand au Canada et les prêts bancaires à l'Afrique du Sud. Nous préférons que les sociétés canadiennes observent d'elles-mêmes cette interdiction, mais nous pourrions changer d'attitude si elles refusaient de le faire. La décision de la Falconbridge nous amènera à examiner de près le processus d'application de la politique sur les investissements.

.../2

Comme l'a indiqué le vice-premier ministre à la Chambre le 18 novembre, le président de la Falconbridge a déjà rencontré M. Mazankowski avec lequel il a discuté de la politique gouvernementale sur l'Afrique du Sud et de la situation économique dans la région de Sudbury.

Je me propose de tenir d'autres consultations avec les sociétés canadiennes qui investissent en Afrique du Sud, dans le cadre d'un dialogue permanent sur notre politique à l'égard de ce pays. En prévision de ces contacts, l'archevêque Ted Scott s'est entretenu au cours des dernières semaines, en mon nom, avec plusieurs entreprises canadiennes et américaines qui ont récemment retiré leurs investissements d'Afrique du Sud ou annoncé leur intention de le faire.